

**Partie écrite****Zone mixte à caractère central**

Les zones mixtes sont constituées par les parties du territoire de la commune destinées à accueillir, dans des proportions qui varient en fonction de leur localisation et de leur vocation, des établissements et bâtiments destinés respectivement à l'habitation, aux administrations, aux services, à la formation, à la culture, au culte, aux commerces, à l'hôtellerie et à la restauration, aux petites et moyennes entreprises ainsi qu'à la récréation et aux espaces libres correspondant à l'ensemble des fonctions.

La zone mixte à caractère central est principalement destinée aux établissements et services principaux de l'administration, du monde économique, de la culture ainsi qu'au commerce et au logement.

Le plan d'aménagement particulier correspondant à cette zone peut spécifier les fonctions admissibles dans l'ensemble ou une partie de l'aire à laquelle il se rapporte, respectivement définir une mixité des fonctions minimale, maximale ou obligatoire pour les fonds concernés.

Il est à noter que l'ensemble de la zone est soumise à PAP.

Le degré maximal d'utilisation des parcelles concernées est le suivant:

**Le Coefficient Maximum d'Utilisation du sol**

(surface brute de la construction/surface de terrain à bâtir net) : **CMU 2,0**

**Le Coefficient d'Occupation du Sol**

(surface d'emprise au sol de la construction/surface de terrain à bâtir net) : **COS 0,6**

Cette affectation ainsi que les densités y relatives concernent les parcelles suivantes (modification 1):

Numéro cadastral	PAG en vigueur	Affectation projetée
68/4710	2a93ca	Zone mixte à caractère central
68/6274	8a32ca	Zone mixte à caractère central
70/7311	3a84ca	Zone mixte à caractère central

Référence: 15835/14C

Le présent document appartient  
à ma décision de ce jour.

Luxembourg, le 19/05/09

Le Ministre de l'Intérieur  
et de l'Aménagement du Territoire,

Jean-Marie HALSDORF

Référence: 15835/14C

Le présent document fait l'objet de l'avis  
du Ministre de l'Intérieur et de  
l'Aménagement du Territoire,

émis le : 08.12.2008